

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 99 — 1297

[99/07004]

### 11 DECEMBRE 1998. — Loi relative à la classification et aux habilitations de sécurité (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

#### CHAPITRE II. — De la classification

**Art. 2.** Par classification, on entend l'attribution d'un degré de protection par ou en vertu de la loi ou par ou en vertu des traités ou conventions liant la Belgique.

**Art. 3.** Peuvent faire l'objet d'une classification : les informations, documents ou données, le matériel, les matériaux ou matières, sous quelque forme que ce soit, dont l'utilisation inappropriée peut porter atteinte à l'un des intérêts suivants :

- a) la défense de l'intégrité du territoire national et des plans de défense militaire;
- b) l'accomplissement des missions des forces armées;
- c) la sûreté intérieure de l'Etat, y compris dans le domaine de l'énergie nucléaire, et la pérennité de l'ordre démocratique et constitutionnel;
- d) la sûreté extérieure de l'Etat et les relations internationales de la Belgique;
- e) le potentiel scientifique et économique du pays;
- f) tout autre intérêt fondamental de l'Etat;
- g) la sécurité des ressortissants belges à l'étranger;
- h) le fonctionnement des organes décisionnels de l'Etat.

**Art. 4.** La classification visée à l'article 3 comprend trois degrés : TRES SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL.

Le degré TRES SECRET est attribué lorsque l'utilisation inappropriée peut porter très gravement atteinte à un des intérêts visés à l'article 3.

Le degré SECRET est attribué lorsque l'utilisation inappropriée peut porter gravement atteinte à un des intérêts visés à l'article 3.

Le degré CONFIDENTIEL est attribué lorsque l'utilisation inappropriée peut porter atteinte à un des intérêts visés à l'article 3.

L'utilisation susvisée comprend notamment la prise de connaissance, la détention, la conservation, l'utilisation, le traitement, la communication, la diffusion, la reproduction, la transmission ou le transport.

**Art. 5.** Le degré de classification est déterminé d'après le contenu.

Pour l'ensemble à classer, il ne peut être donné qu'un seul degré de classification général. La classification de l'ensemble aura au moins le même degré que le degré de classification le plus élevé des composantes. L'ensemble peut, le cas échéant, recevoir un degré de classification général supérieur à celui de chacune des parties qui le composent.

L'autorité ou la personne, désignée en application de l'article 7, qui décide de la classification, décide de sa révision ou de sa suppression.

## MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 99 — 1297

[99/07004]

### 11 DECEMBER 1998. — Wet betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

#### HOOFDSTUK II. — Classificatie

**Art. 2.** Onder classificatie wordt verstaan het toekennen van een beschermingsniveau door of krachtens de wet of door of krachtens de verdragen of overeenkomsten die België binden.

**Art. 3.** In een classificatie kunnen worden ondergebracht : informatie, documenten of gegevens, materieel, materiaal of stoffen, in welke vorm ook, waarvan de niet-geëigende aanwending schade kan toebrengen aan een van de volgende belangen :

- a) de verdediging van de onschendbaarheid van het nationaal grondgebied en van de militaire defensieplannen;
- b) de vervulling van de opdrachten van de strijdkrachten;
- c) de inwendige veiligheid van de Staat, met inbegrip van het domein van de kernenergie, en het voortbestaan van de democratische en grondwettelijke orde;
- d) de uitwendige veiligheid van de Staat en de internationale betrekkingen van België;
- e) het wetenschappelijk en economisch potentieel van het land;
- f) elk ander fundamenteel belang van de Staat;
- g) de veiligheid van de Belgische onderdanen in het buitenland;
- h) de werking van de besluitvormingsorganen van de Staat.

**Art. 4.** De classificatie bedoeld in artikel 3 bestaat uit drie niveaus : ZEER GEHEIM, GEHEIM, VERTROUWELIJK.

Het niveau ZEER GEHEIM wordt toegekend wanneer de niet-geëigende aanwending buitengewoon ernstige schade kan toebrengen aan een van de belangen bedoeld in artikel 3.

Het niveau GEHEIM wordt toegekend wanneer de niet-geëigende aanwending ernstige schade kan toebrengen aan een van de belangen bedoeld in artikel 3.

Het niveau VERTROUWELIJK wordt toegekend wanneer de niet-geëigende aanwending schade kan toebrengen aan een van de belangen bedoeld in artikel 3.

De hiervoor bedoelde aanwending omvat onder meer de kennisname, het bezit, de bewaring, het gebruik, de verwerking, de mededeling, de verspreiding, de reproductie, de verzending of het vervoer.

**Art. 5.** Het classificatieniveau wordt bepaald volgens de inhoud.

Er mag, per te classificeren geheel, slechts één algemeen classificatieniveau worden aangebracht. De classificatie van het geheel heeft ten minste hetzelfde niveau als het hoogste classificatieniveau van de samenstellende delen. In voorkomend geval kan een hoger algemeen classificatieniveau worden toegekend dan die van elk van de verschillende delen waaruit het geheel is samengesteld.

De overheid of de persoon, aangewezen ter uitvoering van artikel 7, die heeft beslist over de classificatie, beslist over de herziening of de opheffing ervan.

**Art. 6.** Les informations, documents ou données, le matériel, les matériaux ou matières classifiés, sous quelque forme que ce soit, en application des traités ou de conventions internationales qui lient la Belgique conservent la classification qui leur a été attribuée.

Le Roi détermine les rapports entre les degrés de classification visés à l'article 4 et ceux qui découlent de traités ou de conventions internationales qui lient la Belgique.

**Art. 7.** Le Roi détermine les modalités de classification, de déclassification et de protection d'informations, de documents, de données, de matériel, de matériaux et de matières, ainsi que les autorités et personnes qui peuvent attribuer un degré de classification.

**Art. 8.** Nul n'est admis à avoir accès aux informations, documents ou données, au matériel, aux matériaux ou matières classifiés s'il n'est pas titulaire d'une habilitation de sécurité correspondante et s'il n'a pas besoin d'en connaître et d'y avoir accès pour l'exercice de sa fonction ou de sa mission, sans préjudice des compétences propres des autorités judiciaires.

L'accès aux locaux, bâtiments ou sites où se trouvent des informations, documents, données, matériels, matériaux et matières classifiés peut être soumis aux mêmes conditions par les autorités désignées par le Roi.

**Art. 9.** Le niveau de l'habilitation de sécurité est déterminé par le degré de classification des informations, documents ou données, du matériel, des matériaux ou matières auxquels le titulaire de l'habilitation peut devoir avoir accès pour l'exercice de sa fonction ou de sa mission.

**Art. 10.** Les informations, documents ou données, le matériel, les matériaux ou matières classifiés ne peuvent être utilisés, au sens de l'article 4, que moyennant l'autorisation de l'auteur de la classification ou de son supérieur hiérarchique, ou dans les cas déterminés par la loi, sans préjudice des compétences propres des autorités judiciaires.

**Art. 11.** Le titulaire d'une habilitation de sécurité qui, dans l'exercice de ses fonctions, utilise ou laisse utiliser au sens de l'article 4 des informations, documents ou données, du matériel, des matériaux ou matières classifiés, de manière inappropriée sera, même si cette utilisation est la conséquence d'une négligence, pour autant que celle-ci soit grave, puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de cent francs à cinq mille francs ou d'une de ces peines seulement.

### CHAPITRE III. — *Des habilitations de sécurité*

#### Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales

**Art. 12.** La présente loi s'applique lorsque, dans l'intérêt de la défense de l'intégrité du territoire national, des plans de défense militaires, de l'accomplissement des missions des forces armées, de la sûreté intérieure de l'Etat, y compris dans le domaine de l'énergie nucléaire, et de la pérennité de l'ordre démocratique et constitutionnel, de la sûreté extérieure de l'Etat et des relations internationales, du potentiel scientifique ou économique du pays ou tout autre intérêt fondamental de l'Etat, de la sécurité des ressortissants belges à l'étranger, ou du fonctionnement des organes décisionnels de l'Etat, ou en application des traités liant la Belgique, l'autorité compétente pour régler l'accès à un emploi, une fonction ou un grade, à des informations, documents ou données, à des matériels, matériaux ou matières classifiés, à des locaux, des bâtiments ou des sites ou pour organiser la passation et l'exécution d'un contrat ou d'un marché public, impose la possession d'une habilitation de sécurité.

Dans les cas déterminés par le Roi, la présente loi s'applique également aux habilitations de sécurité demandées par des personnes morales ou physiques qui souhaitent obtenir une habilitation de sécurité en vue d'accéder à l'étranger à des informations, documents ou données, à des matériels, matériaux ou matières classifiés, à des locaux, des bâtiments ou des sites, dont l'accès est réservé au titulaire d'une habilitation de sécurité.

**Art. 13.** Dans la présente loi, on entend par :

1° « officier de sécurité »;

a) le fonctionnaire titulaire d'une habilitation de sécurité, qui, dans une administration publique, un organisme d'intérêt public ou une entreprise publique autonome manipulant des documents ou du matériel classifiés, est désigné, par le ministre dont cette administration, cet organisme ou cette entreprise relève, pour veiller à l'observation des règles de sécurité;

**Art. 6.** De informatie, documenten of gegevens, het materieel, de materialen of stoffen die geënclassificeerd werden, in welke vorm ook, ter uitvoering van internationale verdragen of overeenkomsten die bindend zijn voor België, behouden de classificatie die hen is toegekend.

De Koning regelt de verhouding van de in artikel 4 bedoelde classificatieniveaus tot die welke het gevolg zijn van de internationale verdragen of overeenkomsten die bindend zijn voor België.

**Art. 7.** De Koning bepaalt de nadere regels voor de classificatie en deënclassificatie en voor de bescherming van informatie, documenten, gegevens, materieel, materialen of stoffen, en bepaalt welke overheden en personen een classificatieniveau kunnen toekennen.

**Art. 8.** Niemand heeft toegang tot geënclassificeerde informatie, documenten of gegevens, materieel, materialen of stoffen, tenzij hij houder is van een overeenstemmende veiligheidsmachtiging en voor zover de kennisname en de toegang noodzakelijk zijn voor de uitoefening van zijn functie of zijn opdracht, onverminderd de eigen bevoegdheden van de gerechtelijke overheden.

De toegang tot lokalen, gebouwen of terreinen die geënclassificeerde informatie, documenten, gegevens, materieel, materialen of stoffen bevatten, kan door de overheden die de Koning aanwijst aan dezelfde voorwaarden worden onderworpen.

**Art. 9.** Het niveau van de veiligheidsmachtiging wordt bepaald door het classificatieniveau van de informatie, documenten of gegevens, het materieel, de materialen of stoffen waartoe de houder van de machtiging toegang kan dienen te hebben voor de uitoefening van zijn functie of zijn opdracht.

**Art. 10.** Geënclassificeerde informatie, documenten of gegevens, materieel, materialen of stoffen mogen slechts worden aangewend, zoals bedoeld in artikel 4, mits toelating van de auteur van de classificatie of zijn hiërarchische overste of, in de gevallen door de wet bepaald, onverminderd de eigen bevoegdheden van de gerechtelijke overheden.

**Art. 11.** De houder van een veiligheidsmachtiging die geënclassificeerde informatie, documenten of gegevens, materieel, materialen of stoffen in de uitoefening van zijn functie op een niet-geëigende wijze aanwendt of laat aanwenden zoals bedoeld in artikel 4, zelfs al is dit het gevolg van nalatigheid, voor zover deze ernstig is, wordt gestraft, met gevangenisstraf van één maand tot vijf jaar en met geldboete van honderd frank tot vijfduizend frank, of met een van die straffen alleen.

### HOOFDSTUK III. — *Veiligheidsmachtigingen*

#### Afdeling 1. — Algemene bepalingen

**Art. 12.** Deze wet is van toepassing wanneer, in het belang van de verdediging van de onschendbaarheid van het nationaal grondgebied, van de militaire defensieplannen, van de vervulling van de opdrachten van de strijdkrachten, van de inwendige veiligheid van de Staat, met inbegrip van het domein van de kernenergie, en van het voortbestaan van de democratische en grondwettelijke orde, van de uitwendige veiligheid van de Staat en de internationale betrekkingen, van het wetenschappelijk of economisch potentieel van het land of van elk ander fundamenteel belang van de Staat, van de veiligheid van de Belgische onderdanen in het buitenland of van de werking van de besluitvormingsorganen van de Staat, of tot uitvoering van de verdragen die België binden, de overheid, bevoegd om de toegang tot een betrekking, een functie of een graad, tot geënclassificeerde informatie, documenten of gegevens, materieel, materialen of stoffen, tot lokalen, gebouwen of terreinen, of om het sluiten en het uitvoeren van een overeenkomst of een overheidsopdracht te regelen, het bezit van een veiligheidsmachtiging voorschrijft.

In de door de Koning bepaalde gevallen is deze wet eveneens van toepassing op de veiligheidsmachtigingen die worden gevraagd door rechtspersonen of natuurlijke personen die een veiligheidsmachtiging willen verkrijgen om in het buitenland toegang te krijgen tot geënclassificeerde informatie, documenten of gegevens, materieel, materialen of stoffen, tot lokalen, gebouwen of terreinen, waartoe alleen de houder van een veiligheidsmachtiging toegang krijgt.

**Art. 13.** In deze wet wordt verstaan onder :

1° « veiligheidsofficier »;

a) de ambtenaar, houder van een veiligheidsmachtiging, die, in een openbaar bestuur, een instelling van openbaar nut of een autonoom overheidsbedrijf die geënclassificeerde documenten of materiaal verwerken, door de minister onder wie dat bestuur, die instelling of dat bedrijf ressorteert, wordt aangewezen om te zorgen voor de inachtneming van de veiligheidsregels;

b) le membre du personnel titulaire d'une habilitation de sécurité, au sein d'une personne morale titulaire d'une habilitation de sécurité, désigné par la direction de la personne morale pour veiller à l'observation des règles de sécurité;

2° « habilitation de sécurité », l'attestation officielle établie sur la base des informations recueillies par un service de renseignement et de sécurité, selon laquelle, pour accéder à des données auxquelles un certain degré de confidentialité a été attribué :

— une personne physique présente des garanties suffisantes, quant à la discrétion, la loyauté et l'intégrité;

— une personne morale présente des garanties suffisantes, quant aux moyens matériels et techniques et aux méthodes utilisés pour protéger ces données et quant à la discrétion, la loyauté et l'intégrité de ses organes et préposés susceptibles d'avoir accès à ces données;

3° « enquête de sécurité », l'enquête effectuée par un service de renseignement et de sécurité et visant à établir que toutes les conditions nécessaires à la délivrance de l'habilitation de sécurité sont réunies, en tenant compte du niveau et de l'objet de l'habilitation;

4° « service de renseignement et de sécurité », la Sûreté de l'Etat et le Service général du renseignement et de la sécurité des Forces armées.

**Art. 14.** Dans le cadre de l'application de la présente loi, des données à caractère personnel peuvent être traitées, y compris celles visées aux articles 6 et 8 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

**Art. 15.** Le Roi désigne la ou les autorités collégiales compétentes pour délivrer ou retirer les habilitations de sécurité. Cette ou ces autorités sont ci-après dénommées « l'autorité de sécurité ».

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les autorités suivantes peuvent être autorisées par le Roi à exercer les compétences attribuées par la présente loi à l'autorité de sécurité :

1° l'administrateur général de la Sûreté de l'Etat ou, en cas d'empêchement, l'administrateur général adjoint, pour les membres du personnel de ce service et les candidats à un emploi dans ce service;

2° le chef du Service général du renseignement et de la sécurité des Forces armées, ou un officier supérieur qu'il délègue, pour les personnes qui relèvent du Ministre de la Défense nationale et pour les candidats à un emploi au sein du Ministère de la Défense nationale.

#### Section 2. — De l'avertissement et de l'accord

**Art. 16. § 1<sup>er</sup>.** La personne qui doit obtenir une habilitation de sécurité est informée du niveau et de l'objet de l'habilitation, ainsi que des types de données qui pourront être examinées ou vérifiées lors de l'enquête de sécurité, des modalités de celle-ci et de la durée de validité de l'habilitation de sécurité.

Son accord est requis pour pouvoir procéder à l'enquête de sécurité nécessaire à la délivrance de l'habilitation. Cet accord vaut également pour toute enquête de sécurité ultérieure visant à vérifier si les conditions requises pour le niveau initial de l'habilitation sont toujours réunies. L'intéressé est néanmoins toujours préalablement averti de chaque enquête de sécurité, conformément au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

Cet accord peut à tout moment être retiré par la personne concernée qui ne consent plus à faire l'objet d'une enquête de sécurité ou à détenir une habilitation de sécurité.

Si l'habilitation est requise pour l'accès à un emploi, une fonction ou un grade, le refus explicite du candidat ou, le cas échéant, l'absence d'accord dans un délai de quinze jours suivant le jour de la réception du document l'avertissant de l'enquête, met automatiquement fin à la procédure de recrutement, d'engagement, de nomination ou de promotion.

§ 2. L'accord prévu au § 1<sup>er</sup> n'est pas exigé lorsque l'habilitation de sécurité est requise pour l'exercice d'une fonction pour laquelle l'intéressé peut — en raison de son statut — être désigné sans son consentement. L'intéressé est néanmoins toujours préalablement averti de l'enquête de sécurité, conformément au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

b) het personeelslid, houder van een veiligheidsmachtiging, binnen een rechtspersoon die een veiligheidsmachtiging bezit, dat door de leiding van de rechtspersoon wordt aangewezen om te zorgen voor de inachtneming van de veiligheidsregels;

2° « veiligheidsmachtiging », het officieel attest, verstrekt op grond van de gegevens verzameld door een inlichtingen- en veiligheidsdienst, luidens hetwelk, om toegang te krijgen tot gegevens waaraan een zekere graad van vertrouwelijkheid is toegekend :

— een natuurlijke persoon voldoende garanties biedt inzake geheimhouding, loyautéit en integriteit;

— een rechtspersoon voldoende garanties biedt inzake de materiële en technische middelen en de methoden, gebruikt om deze gegevens te beschermen, en inzake de geheimhouding, de loyautéit en de integriteit van zijn organen en aangestelden die in aanmerking komen om toegang te hebben tot die gegevens;

3° « veiligheidsonderzoek », het onderzoek uitgevoerd door een inlichtingen- en veiligheidsdienst, teneinde vast te stellen dat aan alle noodzakelijke voorwaarden voor het afgeven van de veiligheidsmachtiging is voldaan, gelet op het niveau en het doel van de machtiging;

4° « inlichtingen- en veiligheidsdienst », de Veiligheid van de Staat en de Algemene Dienst inlichting en veiligheid van de Krijgsmacht.

**Art. 14.** In het kader van de toepassing van deze wet kunnen persoonsgegevens worden verwerkt, waaronder die bedoeld in de artikelen 6 en 8 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

**Art. 15.** De Koning wijst de collegiale overheid of overheden aan, die bevoegd is of zijn de veiligheidsmachtigingen af te geven of in te trekken. Die overheid of overheden worden hierna « de veiligheids-overheid » genoemd.

In afwijking van het eerste lid kunnen de volgende overheden de toestemming van de Koning krijgen om de door deze wet aan de veiligheidsoverheid toegewezen bevoegdheden uit te oefenen :

1° de administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat of, in geval van verhindering, de adjunct-administrateur-generaal, voor de personeelsleden van die dienst en voor de kandidaten voor een betrekking binnen die dienst;

2° de chef van de Algemene Dienst inlichting en veiligheid van de Krijgsmacht, of een door hem afgevaardigde hoofdofficier, voor de personen die onder de minister van Landsverdediging ressorteren en voor de kandidaten voor een betrekking binnen het ministerie van Landsverdediging.

#### Afdeling 2. — De kennisgeving en de instemming

**Art. 16. § 1.** De persoon die een veiligheidsmachtiging moet verkrijgen, wordt op de hoogte gebracht van het niveau en het doel van de machtiging, van de types van gegevens die gedurende het veiligheidsonderzoek kunnen worden onderzocht of geverifieerd, van de wijze waarop het onderzoek verloopt en de geldigheidsduur van de veiligheidsmachtiging.

Zijn instemming is vereist voor het instellen van het veiligheidsonderzoek dat nodig is voor het afgeven van de machtiging. Die instemming geldt eveneens voor enig later veiligheidsonderzoek dat erop gericht is na te gaan of nog steeds wordt voldaan aan de voorwaarden die vereist zijn voor het aanvangsniveau van de machtiging. De betrokken persoon wordt niettemin steeds vooraf op de hoogte gebracht van elk veiligheidsonderzoek, overeenkomstig § 1, eerste lid.

Die instemming kan op ieder moment ingetrokken worden door de betrokken persoon die niet langer wenst het veiligheidsonderzoek te ondergaan of houder te zijn van een veiligheidsmachtiging.

Indien de machtiging vereist is voor de toegang tot een betrekking, een functie of een graad, maakt de uitdrukkelijke weigering van de kandidaat of, in voorkomend geval, het uitblijven van de instemming binnen een termijn van vijftien dagen na de ontvangst van het document dat hem van het onderzoek op de hoogte brengt, automatisch een einde aan de procedure tot werving, indienstneming, benoeming of bevordering.

§ 2. De in § 1 bepaalde instemming is niet nodig, wanneer de veiligheidsmachtiging vereist is voor de uitoefening van een ambt waarvoor de betrokken persoon — op grond van zijn statuut — kan worden aangewezen zonder zijn instemming. De betrokken persoon wordt niettemin steeds vooraf op de hoogte gebracht van het veiligheidsonderzoek, overeenkomstig § 1, eerste lid.

Avant son recrutement ou son engagement dans un emploi soumis à un tel statut, le candidat doit, aussi longtemps qu'il est soumis à ce statut et s'il devait être désigné à une fonction requérant une habilitation de sécurité, consentir à ce que des enquêtes de sécurité soient effectuées, conformément à l'alinéa précédent.

§ 3. L'avertissement visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, n'est pas requis lorsqu'une enquête de sécurité ultérieure s'avère nécessaire pour vérifier des informations sur des faits graves indiquant que la personne habilitée ne satisfait plus aux conditions requises pour le niveau de l'habilitation octroyée.

Dans ce cas, l'autorité de sécurité est avertie sans délai.

§ 4. Les personnes, âgées de dix-huit ans accomplis, cohabitant avec la personne pour laquelle l'habilitation est requise, sont également averties, lorsqu'en fonction du niveau de l'habilitation, elles doivent faire l'objet d'une enquête de sécurité individuelle.

**Art. 17.** L'avertissement prévu à l'article 16 se fait par la remise à l'intéressé, par l'officier de sécurité et contre accusé de réception, d'un document dont le modèle est fixé par le Roi ainsi que d'un questionnaire de base. Le document est conservé par l'intéressé et le questionnaire de base dûment complété est remis à l'officier de sécurité contre accusé de réception.

L'accord ou le retrait de l'accord prévus à l'article 16 se font par la remise à l'officier de sécurité, par l'intéressé et contre accusé de réception, d'un document dont le modèle est fixé par le Roi.

L'accusé de réception visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le document visé à l'alinéa 2 et le questionnaire de base sont transmis par l'officier de sécurité à l'autorité de sécurité.

### Section 3. — De l'enquête de sécurité

**Art. 18.** L'enquête de sécurité est effectuée par un service de renseignement et de sécurité.

Lorsque la personne pour laquelle l'habilitation de sécurité est requise réside, transite ou séjourne à l'étranger ou y a transité, séjourné ou résidé, ce service peut solliciter la collaboration des services compétents du pays hôte.

Les agents des Services extérieurs de la Sûreté de l'Etat et les membres du Service général du renseignement et de la sécurité chargés d'effectuer les enquêtes de sécurité sont désignés respectivement par le Ministre de la Justice, sur la proposition de l'administrateur général de la Sûreté de l'Etat, et par le Ministre de la Défense nationale, sur la proposition du chef du Service général du renseignement et de la sécurité des Forces armées.

Ils reçoivent, lors de leur désignation, une carte de légitimation, dont le modèle est fixé par le Ministre compétent. Cette carte ne peut être utilisée que dans le cadre des enquêtes de sécurité et doit être immédiatement restituée à l'autorité qui l'a délivrée lorsque la désignation visée à l'alinéa 3 a pris fin.

L'ampleur de l'enquête de sécurité varie en fonction du niveau de l'habilitation de sécurité requise et est déterminée, pour chaque niveau, par le Comité ministériel du renseignement et de la sécurité. Elle ne peut en tout cas nécessiter des pouvoirs d'investigation autres que ceux prévus par la présente loi, en particulier à l'article 19.

La décision du Comité ministériel du renseignement et de la sécurité est communiquée uniquement aux agents et membres des services de renseignement et de sécurité, à l'autorité de sécurité, ainsi qu'au Comité permanent R.

Voordat de kandidaat aangeworven of in dienst genomen wordt in een betrekking die aan een dergelijk statuut is onderworpen, moet hij ermee instemmen dat, zolang hij aan dat statuut onderworpen is en indien hij zou worden aangesteld in een functie waarvoor een veiligheidsmachtiging vereist is, veiligheidsonderzoeken worden ingesteld, overeenkomstig het vorige lid.

§ 3. De in § 1, tweede lid, bedoelde kennisgeving is niet vereist wanneer een later veiligheidsonderzoek noodzakelijk is om informatie te verifiëren over ernstige feiten die erop wijzen dat de gemachtigde persoon niet meer aan de voorwaarden voldoet die vereist zijn voor het niveau van de toegekende machtiging.

In dat geval wordt de veiligheidsoverheid onmiddellijk op de hoogte gebracht.

§ 4. De personen die de volle leeftijd van achttien jaar hebben en samenwonen met de persoon voor wie de machtiging vereist is, worden eveneens op de hoogte gebracht, wanneer zij, naar gelang van het niveau van de machtiging, eveneens een individueel veiligheidsonderzoek moeten ondergaan.

**Art. 17.** De in artikel 16 voorziene kennisgeving gebeurt door het overhandigen door de veiligheidsofficier, aan de betrokken persoon en tegen bericht van ontvangst, van een document waarvan het model door de Koning wordt bepaald, alsook van een basisvragenlijst. Het document wordt door de betrokken persoon bewaard en de behoorlijk ingevulde basisvragenlijst wordt, tegen bericht van ontvangst, aan de veiligheidsofficier overhandigd.

De in artikel 16 voorziene instemming of intrekking ervan gebeuren door het afgeven door de betrokkene aan de veiligheidsofficier en tegen bericht van ontvangst, van een document waarvan het model door de Koning wordt bepaald.

Het in het eerste lid bedoelde bericht van ontvangst, het in het tweede lid bedoelde document en de basisvragenlijst worden door de veiligheidsofficier aan de veiligheidsoverheid bezorgd.

### Afdeling 3. — Het veiligheidsonderzoek

**Art. 18.** Het veiligheidsonderzoek wordt uitgevoerd door een inlichtingen- en veiligheidsdienst.

Wanneer de persoon voor wie de veiligheidsmachtiging vereist is, in het buitenland zijn woonplaats heeft, er op doorreis is of er verblijft, of er gewoond heeft, er op doorreis is geweest of er verbleven heeft, kan deze dienst om de medewerking van de bevoegde diensten van het gastland verzoeken.

De agenten van de Buitendiensten van de Veiligheid van de Staat en de leden van de Algemene Dienst inlichting en veiligheid belast met het instellen van de veiligheidsonderzoeken, worden aangesteld, respectievelijk door de minister van Justitie, op voordracht van de administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat, en door de minister van Landsverdediging, op voordracht van de chef van de Algemene Dienst inlichting en veiligheid van de Krijgsmacht.

Bij hun aanstelling krijgen zij een legitimatiekaart, waarvan het model wordt bepaald door de bevoegde minister. Die kaart mag alleen in het kader van de veiligheidsonderzoeken worden gebruikt en moet onmiddellijk worden terugbezorgd aan de overheid die haar heeft afgegeven, zodra de in het derde lid bedoelde aanstelling beëindigd is.

De omvang van het veiligheidsonderzoek varieert naargelang van het niveau van de vereiste veiligheidsmachtiging en wordt, voor elk niveau, bepaald door het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid. In geen geval mogen hierbij andere onderzoeksbevoegdheden worden geveerd dan die welke worden bepaald in deze wet, met name in artikel 19.

De beslissing van het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid wordt enkel medegedeeld aan de agenten en leden van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, aan de veiligheidsoverheid, alsook aan het Vast Comité I.

**Art. 19.** Dans le cadre des enquêtes de sécurité et uniquement à cette fin, les agents et les membres visés à l'article 18, alinéa 3 peuvent, outre les compétences qu'ils tiennent des articles 13 à 18 de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité, et dans le respect de l'article 12 de cette même loi, procéder à toute investigation et recueillir tous les renseignements nécessaires à l'enquête.

A cette fin, ils peuvent, sur présentation de leur carte de légitimation :

1° accéder sans frais, et quel que soit leur niveau, au casier judiciaire central tenu au Ministère de la Justice, aux casiers judiciaires et aux registres de la population et des étrangers tenus par les communes, au registre national, au registre d'attente des étrangers, ainsi qu'aux données policières qui sont accessibles aux fonctionnaires de police lors de l'exécution de contrôles d'identité;

2° sur présentation du document visé à l'article 17 attestant l'accord ou, le cas échéant, l'avertissement de la personne concernée, demander toute information utile en possession des services de police générale;

3° sur présentation du document visé au point 2°, requérir des services publics, dont la liste est arrêtée par le Roi, la communication de tous renseignements utiles dont ces services disposent relatifs à l'identité ou à la solvabilité financière de la personne concernée. Ces services mettent à leur disposition, sans frais, des photocopies, extraits, ou copies conformes de documents, pièces, registres, livres, bandes magnétiques ou disques informatiques.

Ils sont tenus d'exhiber leur carte de légitimation à toute autre personne dont ils sollicitent le concours dans le cadre des enquêtes de sécurité. Si elle en fait la demande, ils sont également tenus d'exhiber le document visé à l'article 17, attestant l'accord de la personne qui fait l'objet de l'enquête, ou, lorsque cet accord n'est pas requis, l'avertissement.

Lorsque l'enquête de sécurité a pour finalité l'octroi d'une habilitation de sécurité à un ressortissant d'un Etat étranger par les autorités compétentes de cet Etat dans le cadre d'accords d'assistance mutuelle liant la Belgique, ces agents et membres sont tenus d'exhiber un document émanant de l'autorité de sécurité attestant la demande de collaboration de l'Etat étranger.

**Art. 20.** Les agents et membres visés à l'article 18, alinéa 3, doivent prendre les mesures internes nécessaires afin de garantir le caractère confidentiel des faits, actes ou renseignements dont ils ont pris connaissance dans le cadre des enquêtes de sécurité.

**Art. 21.** Sauf le cas où l'habilitation de sécurité est requise à leur égard, les personnes âgées de moins de 18 ans ne peuvent faire l'objet d'une requête de sécurité.

#### Section 4. — De l'octroi et du retrait de l'habilitation de sécurité

**Art. 22.** A l'issue de l'enquête de sécurité, l'autorité de sécurité statue par décision motivée, dans le délai fixé par le Roi, sur l'octroi de l'habilitation de sécurité requise, sur la base du rapport d'enquête qui lui est soumis par le service de renseignement et de sécurité qui y a procédé.

Si elle l'estime utile à l'examen du rapport d'enquête, l'autorité de sécurité requiert de ce service de lui communiquer une copie du dossier d'enquête dans son intégralité. Elle peut également requérir de ce service la communication de toute information complémentaire qu'elle juge utile à l'examen du rapport d'enquête.

La décision est notifiée à l'intervention de l'officier de sécurité à la personne, physique ou morale, pour laquelle l'habilitation est requise, dans le délai fixé par le Roi.

**Art. 19.** In het kader van de veiligheidsonderzoeken en enkel met het oog daarop, kunnen de in artikel 18, derde lid bedoelde agenten en leden, buiten hun bevoegdheden op grond van de artikelen 13 tot 18 van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, en met inachtneming van artikel 12 van dezelfde wet, elk onderzoek instellen en alle inlichtingen nodig voor het onderzoek inwinnen.

Met het oog daarop kunnen zij, op voorlegging van hun legitimatiekaart :

1° wat ook hun niveau is, kosteloos toegang krijgen tot het centraal strafregister dat wordt bijgehouden in het ministerie van Justitie, tot de strafregisters en de bevolkings- en vreemdelingenregisters die worden bijgehouden op de gemeenten, tot het Rijksregister, tot het wachtregister van de vreemdelingen, alsook tot de politiegegevens die toegankelijk zijn voor politieambtenaren bij de uitvoering van identiteitscontroles;

2° op voorlegging van het in artikel 17 bedoelde document waaruit de instemming van of, in voorkomend geval, de kennisgeving aan de betrokkene blijkt, alle nuttige informatie vragen waarover de algemene politiediensten beschikken;

3° op voorlegging van het in het 2° bedoelde document, de mededeling vorderen door de openbare diensten, waarvan de lijst door de Koning bepaald wordt, van alle nuttige inlichtingen betreffende de identiteit of de kredietwaardigheid van de betrokkene waarover deze diensten beschikken. Deze diensten stellen hen kosteloos fotokopieën, uittreksels, of voor eensluidend verklaarde afschriften van documenten, stukken, registers boeken, magneetbanden of computerdiskettes ter beschikking.

Zij moeten hun legitimatiekaart tonen aan elke andere persoon van wie zij, in het kader van het veiligheidsonderzoek, de medewerking vragen. Indien deze het hen vraagt, moeten zij eveneens het in artikel 17 bedoelde document tonen, waaruit de instemming blijkt van de persoon die aan een onderzoek wordt onderworpen, of, wanneer die instemming niet vereist is, van de kennisgeving.

Wanneer het veiligheidsonderzoek tot doel heeft het verlenen van een veiligheidsmachtiging aan een ingezetene van een vreemde Staat, door de bevoegde overheden van die Staat, in het kader van overeenkomsten van wederzijdse bijstand waardoor België gebonden is, moeten die agenten en leden een document tonen, afkomstig van de veiligheidsoverheid, waaruit het verzoek om medewerking van de vreemde Staat blijkt.

**Art. 20.** De in artikel 18, derde lid, bedoelde agenten en leden moeten de nodige interne maatregelen nemen om de vertrouwelijke aard te waarborgen van de feiten, de handelingen of de inlichtingen waarvan zij, in het kader van de veiligheidsonderzoeken, kennis hebben genomen.

**Art. 21.** Buiten het geval dat de veiligheidsmachtiging voor hen vereist is, kunnen de personen, jonger dan 18 jaar, niet aan een veiligheidsonderzoek worden onderworpen.

#### Afdeling 4. — Toekenning en intrekking van de veiligheidsmachtiging

**Art. 22.** Na afloop van het veiligheidsonderzoek beslist de veiligheidsoverheid, bij gemotiveerde beslissing en binnen de door de Koning bepaalde termijn, over de toekenning van de vereiste veiligheidsmachtiging, op basis van het onderzoeksverslag dat haar wordt voorgelegd door de inlichtingen- en veiligheidsdienst die het onderzoek heeft ingesteld.

Indien zij het nuttig acht voor de analyse van het onderzoeksverslag, verzoekt de veiligheidsoverheid die dienst haar een kopie van het volledige onderzoeks dossier over te zenden. De veiligheidsoverheid kan eveneens van deze dienst de mededeling eisen van enige aanvullende informatie die zij nuttig acht voor de analyse van het onderzoeksverslag.

De beslissing wordt via de veiligheidsofficier ter kennis gebracht van de natuurlijke of rechtspersoon voor wie de machtiging vereist is, binnen de door de Koning bepaalde termijn.

L'autorité de sécurité peut retirer une habilitation de sécurité sur base d'informations qui lui sont présentées par les services de renseignement et de sécurité ou dans le cas visé à l'article 16, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

La notification d'un refus d'octroi ou d'un retrait de l'habilitation de sécurité reprend les motifs justifiant cette décision, à l'exception de toute information dont la communication serait de nature à porter atteinte à la défense de l'intégrité du territoire national, aux plans de défense militaires, à l'accomplissement des missions des forces armées, à la sûreté intérieure de l'Etat, y compris dans le domaine de l'énergie nucléaire, à la pérennité de l'ordre démocratique et constitutionnel, à la sûreté extérieure de l'Etat et aux relations internationales, au potentiel scientifique ou économique du pays ou tout autre intérêt fondamental de l'Etat, à la sécurité des ressortissants belges à l'étranger, au fonctionnement des organes décisionnels de l'Etat, à la protection des sources ou à la protection de la vie privée de tiers.

L'autorité de sécurité doit prendre les mesures internes nécessaires afin de garantir le caractère confidentiel des rapports d'enquête et, le cas échéant, des dossiers d'enquête.

#### CHAPITRE IV. — *Du secret et dispositions diverses et finales*

**Art. 23.** Les membres de l'autorité de sécurité visée à l'article 15, le personnel affecté à l'exécution de sa mission et les officiers de sécurité sont dépositaires des secrets qui leur sont confiés en raison du concours qu'ils apportent à l'application de la présente loi.

L'obligation de secret subsiste même lorsqu'ils ont cessé d'apporter ce concours.

**Art. 24.** Sans préjudice de l'article 458 du Code pénal, est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de cent francs à quatre mille francs ou d'une de ces peines seulement, toute personne visée à l'article 23 qui aura révélé les secrets en violation de cet article.

**Art. 25.** Sauf lorsque les raisons pour lesquelles elles ont été recueillies sont toujours d'actualité et que leur conservation reste dès lors impérative, les données à caractère personnel collectées ou reçues dans le cadre de la présente loi sont détruites dès que la personne concernée n'est plus susceptible de faire l'objet d'une enquête de sécurité.

Sauf lorsque les raisons pour lesquelles elles ont été recueillies sont toujours d'actualité et que leur conservation reste dès lors impérative, les données recueillies à l'occasion des enquêtes de sécurité visées à l'article 12, alinéa 2, sont détruites à l'expiration d'un délai de deux ans, à compter de la date de l'expiration de la validité de l'habilitation de sécurité.

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. La loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration ne s'applique pas aux informations, documents ou données, au matériel, aux matériaux ou matières, sous quelque forme que ce soit, qui sont classifiés en application des dispositions de la présente loi.

§ 2. A l'article 3, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les mots « et le service général du renseignement et de la sécurité du Ministère de la Défense nationale » sont remplacés par les mots « , le service général du renseignement et de la sécurité du Ministère de la Défense nationale, le Comité permanent de contrôle des services de renseignements, le service d'Enquêtes de ce comité, l'organe de recours en matière d'habilitations de sécurité, créé par la loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations de sécurité et l'autorité de sécurité visée à l'article 15 de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité. »

**Art. 27.** L'article 16, § 2, alinéa 2 ne s'applique pas aux personnes recrutées ou engagées avant la date d'entrée en vigueur de cette disposition.

**Art. 28.** Les arrêtés royaux d'exécution de la présente loi sont pris après avis du Comité ministériel du renseignement et de la sécurité.

**Art. 29.** Le Roi détermine la date d'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi.

De veiligheidsoverheid kan een veiligheidsmachtiging intrekken op basis van inlichtingen die haar zijn voorgelegd door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten of in het geval bedoeld in artikel 16, § 1, derde lid.

De kennisgeving van de weigering van het verlenen van een veiligheidsmachtiging of van de intrekking van de veiligheidsmachtiging vermeldt de beweegredenen die deze beslissing rechtvaardigen, behoudens elke inlichting waarvan de mededeling schade zou kunnen toebrengen aan de verdediging van de onschendbaarheid van het nationaal grondgebied, aan de militaire defensieplannen, aan de vervulling van de opdrachten van de strijdkrachten, aan de inwendige veiligheid van de Staat, met inbegrip van het domein van de kernenergie, aan het voortbestaan van de democratische en grondwettelijke orde, aan de uitwendige veiligheid van de Staat en de internationale betrekkingen, aan het wetenschappelijk of economisch potentieel van het land of aan elk ander fundamenteel belang van de Staat, aan de veiligheid van de Belgische onderdanen in het buitenland, aan de werking van de besluitvormingsorganen van de Staat, aan de bescherming van de bronnen of aan de bescherming van het privéleven van derden.

De veiligheidsoverheid moet de nodige interne maatregelen nemen om het vertrouwelijk karakter van de onderzoeksverslagen en, in voorkomend geval, van de onderzoeksdossiers te waarborgen.

#### HOOFDSTUK IV. — *De geheimhouding, diverse en slotbepalingen*

**Art. 23.** De leden van de veiligheidsoverheid bedoeld in artikel 15, het personeel belast met de uitvoering van haar opdracht en de veiligheidsofficieren zijn verplicht de geheimen te bewaren die hen zijn toevertrouwd omwille van de medewerking die zij verlenen aan de toepassing van deze wet.

De geheimhoudingsplicht blijft bestaan, zelfs wanneer zij opgehouden hebben deze medewerking te verlenen.

**Art. 24.** Onverminderd artikel 458 van het Strafwetboek, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en geldboete van honderd frank tot vierduizend frank, of met een van die straffen alleen, iedere persoon bedoeld in artikel 23, die de geheimen zou hebben onthuld, met schending van dat artikel.

**Art. 25.** Behalve wanneer de redenen waarom ze werden verzameld nog steeds bestaan en hun bewaring bijgevolg geboden blijft, worden de persoonlijke gegevens die in het kader van deze wet worden ingewonnen of ontvangen, vernietigd zodra de betrokken persoon niet langer aan een veiligheidsonderzoek kan worden onderworpen.

Behalve wanneer de redenen waarom ze werden verzameld nog steeds bestaan en hun bewaring bijgevolg geboden blijft, worden de gegevens die in het kader van de in artikel 12, tweede lid, bedoelde veiligheidsonderzoeken worden ingewonnen, vernietigd na een periode van twee jaar vanaf de datum waarop de geldigheid van de veiligheidsmachtiging vervalt.

**Art. 26.** § 1. De wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur is niet van toepassing op informatie, documenten of gegevens, materieel, materialen of stoffen, in welke vorm ook, die met toepassing van de bepalingen van deze wet geïnclassificeerd zijn.

§ 2. In artikel 3, § 3, eerste lid, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens worden de woorden « en de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van het ministerie van Landsverdediging » vervangen door de woorden « , de Algemene Dienst inlichting en veiligheid van het ministerie van Landsverdediging, het Vast Comité van toezicht op de inlichtingendiensten, de dienst Enquêtes van dit comité, het beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen ingesteld bij de wet van 11 december 1998 tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen en de veiligheidsoverheid bedoeld in artikel 15 van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen. »

**Art. 27.** Artikel 16, § 2, tweede lid, is niet van toepassing op de personen die aangeworven of in dienst genomen zijn vóór de datum waarop deze bepaling in werking treedt.

**Art. 28.** De koninklijke besluiten tot uitvoering van deze wet worden genomen na advies van het Ministerieel Comité voor inlichting en veiligheid.

**Art. 29.** De Koning bepaalt de datum waarop de bepalingen van deze wet in werking treden.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par la *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre,  
Ministre de la Défense nationale, chargé de l'Energie,  
J.-P. PONCELET

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

Notes

(1) *Session 1996-1997.*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n<sup>os</sup> 1193/1 et 1193/11. Amendements, n<sup>os</sup> 1193/2 et 1193/8. — Rapport, n<sup>o</sup> 1193/9.

*Annales parlementaires.* — Discussion. Séance du 2 juin 1998. — Adoption. Séance du 3 juin 1998.

(1) *Session 1997-1998.*

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi transmis par la Chambre des représentants, n<sup>os</sup> 1011/1 et 1011/8. — Rapport, n<sup>o</sup> 1011/4. — Amendements, n<sup>os</sup> 1011/2, 1011/3 et 1011/6.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleerd en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister,  
Minister van Landsverdediging, belast met Energie,  
J.-P. PONCELET

De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

Nota's

(1) *Zitting 1996-1997.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire bescheiden.* — Ontwerp van wet, nr. 1193/1 en 1193/11. Amendementen, nrs. 1193/2 en 1193/8. — Verslag, nr. 1193/9.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. Vergadering van 2 juni 1998. — Aanneming. Vergadering van 3 juni 1998.

(1) *Zitting van 1997-1998.*

Senaat.

*Parlementaire bescheiden.* — Ontwerp van wet overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nrs. 1011/1 en 1011/8. — Verslag, nr. 1011/4. — Amendementen, nrs. 1011/2, 1011/3 en 1011/6.

F. 99 — 1298

[99/07003]

**11 DECEMBRE 1998. — Loi portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations de sécurité (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

**Art. 2.** Dans la présente loi, on entend par :

1° « service de renseignement et de sécurité », la Sûreté de l'Etat et le Service général du renseignement et de la sécurité des Forces armées;

2° « Comité permanent R », le Comité permanent de contrôle des services de renseignements créé par la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements.

**Art. 3.** Le Comité permanent R, ci-après dénommé « l'organe de recours », connaît des recours introduits en application de la présente loi.

Dans ce cas, les articles 32 à 56 de la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements ne sont pas d'application.

Lorsqu'il est saisi d'un recours, le Comité permanent R ne donne pas suite à une plainte ou à une dénonciation au sens de la loi du 18 juillet 1991 précitée qui concerne toute enquête de sécurité effectuée à l'occasion de la procédure d'habilitation de sécurité faisant l'objet du recours.

**Art. 4.** Lorsque, conformément à l'article 22 de la loi du 11 décembre 1998, relative à la classification et aux habilitations de sécurité, l'octroi de l'habilitation de sécurité requise est refusé, lorsque la décision n'est pas intervenue ou n'a pas été notifiée dans le délai prévu, ou lorsque l'habilitation de sécurité est retirée, la personne, physique ou morale, pour laquelle l'habilitation est requise, peut, dans les trente jours suivant respectivement la notification de la décision ou l'expiration du délai, introduire un recours, par lettre recommandée, auprès de l'organe de recours.

Une absence de décision de l'autorité de sécurité dans le délai fixé par l'organe de recours conformément à l'article 10, § 1<sup>er</sup> ou § 2, 1°, de la présente loi est considérée comme une décision de refus et est susceptible de recours, par l'intéressé, conformément à l'alinéa précédent.

N. 99 — 1298

[99/07003]

**11 DECEMBER 1998. — Wet tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

**Art. 2.** In deze wet wordt verstaan onder :

1° « inlichtingen- en veiligheidsdienst », de Veiligheid van de Staat en de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van de Krijgsmacht;

2° « Vast Comité I », het Vast Comité van Toezicht op de inlichtingendiensten, opgericht bij de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten.

**Art. 3.** Het Vast Comité I, hierna het « beroepsorgaan » genoemd, neemt kennis van de met toepassing van deze wet ingestelde beroepen.

In dat geval zijn de artikelen 32 tot 56 van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten niet van toepassing.

Wanneer bij het Vast Comité I een beroep aanhangig is gemaakt, geeft het geen gevolg aan een in de voornoemde wet van 18 juli 1991 bedoelde klacht of aangifte betreffende elk veiligheidsonderzoek uitgevoerd naar aanleiding van de procedure tot veiligheidsmachtiging die het voorwerp uitmaakt van het beroep.

**Art. 4.** Wanneer overeenkomstig artikel 22 van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, de toekenning van de vereiste veiligheidsmachtiging wordt geweigerd, wanneer de beslissing niet genomen of niet ter kennis gebracht is binnen de voorziene termijn, of wanneer de veiligheidsmachtiging wordt ingetrokken, kan de natuurlijke of rechtspersoon voor wie de machtiging vereist is, binnen dertig dagen, respectievelijk na de kennisgeving van de beslissing of na het verstrijken van de termijn, bij aangetekend schrijven beroep instellen bij het beroepsorgaan.

Het uitblijven van een beslissing door de veiligheidsoverheid binnen de termijn bepaald door het beroepsorgaan overeenkomstig artikel 10, § 1, of § 2, 1°, van deze wet, wordt beschouwd als een beslissing tot weigering en is vatbaar voor beroep door de betrokkene, overeenkomstig het vorige lid.